

Université du Québec à Montréal  
Département de science politique  
Session été 2014

**POL5875-20 - Politique économique**

**Mardi et jeudi – 14h00-17h00**

**Enseignant : Sylvain Zini**

**Bureau : A-1570**

**Courriel : [zini.sylvain@uqam.ca](mailto:zini.sylvain@uqam.ca)**

**Permanence : Mercredi 13h-16h30.**

---

## **DESCRIPTIF**

Étude des objectifs et des moyens de la politique économique des gouvernements, avec application particulière au Québec. Revue des contraintes affectant l'administration de la mission économique de l'État au Québec et au Canada. Inventaire des interventions gouvernementales relevant de la mission économique et analyse de leurs particularités et de leurs effets.

---

## **OBJECTIFS DU COURS**

Dans ce cours, nous chercherons à initier les étudiants à l'étude théorique et appliquée des politiques économiques. Trois aspects différents et complémentaires seront présentés. Premièrement, nous aborderons brièvement les débats théoriques autour de la légitimité l'intervention économique de l'État (l'état doit-il intervenir ?). Deuxièmement, nous tenterons d'analyser les fondements politiques et sociologiques de l'intervention de l'État (qu'est-ce qui pousse l'État à intervenir, comment, au profit de qui ?). Enfin, troisièmement, nous établirons les paramètres de l'intervention économique de l'État au Québec et au Canada, introduisant ainsi les principaux outils et mécanismes de l'intervention. Nous élargirons au besoin la réflexion aux pays de l'OCDE.

.

---

## ORGANISATION DU COURS

Les séances prennent la forme de cours magistraux, mais la participation des étudiant-e-s est vivement encouragée. Une partie des séances sera consacrée à des discussions autour des thématiques abordées. Les deux dernières séances seront consacrées à des ateliers dans lequel les étudiants présenteront leurs recherches.

Un recueil de texte **et** un livre seront disponibles à la COOP. Le livre est le suivant :

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, 376 p.

Les lectures correspondant à chacune des séances seront obligatoires.

---

«Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Une personne spécialisée reçoit les étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles les mercredis de 16h à 19h».

---

## PLAN DE COURS

### **Séance 1. Économie politique, politiques économiques, politiques sociales : clarification des concepts - 29 avril**

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, chapitre 1, « Équilibre et déséquilibre de l'économie nationale », p. 13-35.

Hayward, Jack, « La politique industrielle et économique », chap. 3 dans Madeleine Grawitz et Jean Leca, (éd.), *Traité de science politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, pp. 89-123.

### **Séance 2. Intervenir ou ne pas intervenir, telle est la question ? – 1<sup>er</sup> mai**

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, chapitre 2 « fondements théoriques du libéralisme » et chapitre 3 « fondements théoriques de l'interventionnisme », p. 38-88.

Montoussé, Marc, « Keynes et les keynésiens », chap. 2 dans *Théories économiques*, Boréal, 2002, pp. 24-35.

Combe, Emmanuel, « Les contradictions du keynésianisme : de Friedman aux nouveaux classiques », *Cahiers français*, Découverte de l'économie, no 280, mars-avril 1997, p. 71-78.

### **Séance 3. Les théories structuralistes et fonctionnalistes de l'intervention de l'État : le régulateur du système – 6 mai.**

Tinbergen, Jan, *Techniques modernes de la politique économique*, Paris, Dunod, 1961, « Introduction », p. 6-15.

Musgrave, Richard, « Les trois fonctions de l'État », dans Jacques Généreux, *L'économie politique*, Larousse, 1996, pp. 91-115.

Poulantzas, Nicos, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1981, Troisième partie : « L'État et l'économie aujourd'hui ».

### **Séance 4. Les approches sociétales de l'intervention de l'État : Pour qui ? – 8 mai.**

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, chapitre 5 : « Les objectifs politiques ».

Caporaso, James A. et Peter Levine, *Theories of Political Economy*. Cambridge, Angleterre: Cambridge University Press, 1992. chapitre 6. « Economic Approches to Politics », pp. 126-158.

Esping-Andersen, Gotha, *Les trois mondes de l'État-providence : essai sur le capitalisme moderne*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, pp. 21-49.

### **Séance 5. Les approches institutionnalistes de l'intervention de l'État : idées, intérêts et institutions – 13 mai.**

Palier, Bruno, et Yves Surel. « Les « trois I » et l'analyse de l'État en action », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, 2005, pp. 7-32.

Lecours, André. « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ? », *Politique et Sociétés*, vol. 21, n° 3, 2002, pp. 3-19.

### **Séance 6. Les politiques structurelles : la politique industrielle 15 mai**

Bourque, Gilles L, *Le modèle québécois de développement de l'émergence au renouvellement*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 2000. Chapitre 1 « La politique industrielle, une diversité d'approches », pp. 9-31; postface « Quel avenir pour le modèle Québécois », pp. 191-208.

Rouillard, Christian et Pierre-André Hudon, « Le partenariat public-privé: Un instrument d'action publique au cœur de la reconfiguration l'État québécois », *Économie et solidarités*, 2007, vol. 38, n° 2, pp. 7-26.

Benoît Lévesque, « Le modèle québécois : Un horizon théorique pour la recherche, une porte d'entrée pour un projet de société ? », éd par. Diane-Gabrielle Tremblay, *Revue Interventions économiques*, n°. 29, Y-a-t-il un modèle québécois? Défis et perspectives, 2002, pp. 1-29.

Tremblay, Diane-Gabrielle. *Économie du Québec: Régions, acteurs, enjeux*. 2 éd. Sainte-Foy: Télé-Université, 2004, chapitre 11 « le développement local », pp. 555-607.

### **Séance 7. Les politiques structurelles : la politique commerciale – 20 mai**

Fortin, Jean-François. « Analyse de la politique commerciale : État des travaux théoriques. », *Études internationales*, vol. 36, n° 3, 2005, pp. 339-360.

Brunelle, Dorval; Deblock, Christian et Rachel Sarrasin, « Libre-échange et gouvernance : le Canada et la politique de continentalisation », *Continentalisation*, Cahier de recherche 01-01, Janvier 2001.

### **Séance 8 : séance d'activité libre – 22 mai**

### **Séance 9. Les politiques conjoncturelles : politique monétaire au Canada - 27 mai**

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, chapitre 7, « La politique monétaire et la politique de change », pp. 145-194.

Élie, Bernard, *Le régime monétaire canadien*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003, chapitre 13, « La banque du Canada et les objectifs de sa politique monétaire », pp. 265-281.

### **Séance 10. Les politiques conjoncturelles : politiques budgétaires et fiscales au Québec et au Canada – 29 mai.**

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, chapitre 8, « La politique budgétaire », pp. 195-233.

Benessaïeh, Afef et Deblock, Christian, « La politique économique canadienne : instruments et paramètres », dans Pierre P. Tremblay (dir.), *L'État administrateur : méthodes et émergence*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1997, pp. 52-79.

Godbout, Luc et Suzie St-Cerny, *La réforme fédérale proposée de la péréquation : le mauvais remède pour l'un des organes vitaux du fédéralisme fiscal canadien*, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Mémoire déposé au Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires, 2005, 38 p.

Tremblay, Diane-Gabrielle. *Économie du Québec: Régions, acteurs, enjeux*. 2 éd. Sainte-Foy: Télé-Université, 2004, chapitre 13 « L'État », pp. 747-824.

### **Séance 11. Fiscalité, redistributions et politiques sociales au Québec et au Canada – 3 juin**

Vaillancourt, Yves (2002) « Le modèle québécois de politiques sociales et ses interfaces avec l'union sociale canadienne ». *Enjeux publics*, IRPP, 58 p. Disponible à l'adresse URL : <http://www.irpp.org/fr/pm/archive/pmvol3no2f.pdf>

Noël, Alain, « Gouverner à plusieurs : la protection sociale au Canada et au Québec », *Informations sociales*, Paris, n° 143, octobre 2007, pp. 17-27.

### **Séance 12. Politiques économiques et mondialisation - 5 juin**

Généreux, Jacques, *Introduction à la politique économique*, Paris, Le Seuil, collection Point économie, troisième édition mise à jour, 1999, chapitre 9 et 10, « La mutation des stratégies politiques des années 1950 aux années 1990 » et « Les stratégies disponibles à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

Deblock, Christian. « Du mercantilisme au compétitivisme : Le retour du refoulé », *Cahiers de recherche*, CEIM, septembre 2006.

Stiglitz, Joseph E., *Le triomphe de la cupidité*, Actes sud, coll. Babel, chapitres 7 et 8 : « Le nouvel ordre capitaliste », « De la reprise mondiale à la prospérité du monde », pp. 337-420.

### **Séance 13. Examen final 10 juin**

### **Séance 14 et 15. Présentations des étudiants – 12 et 17 juin**

---

## **MODE D'ÉVALUATION**

(1) Travail pratique sur une politique économique canadienne ou québécoise : 50 %

Travail en équipe de deux.

Il s'agit de choisir une politique économique canadienne, québécoise. Vous devrez retracer l'évolution de cette politique en cinq temps. Quelle est son origine ? Quelles institutions sont mises en place pour la soutenir ? A-t-elle subi une crise ? Y-a-t-il eu une réforme récente pour cette politique économique ? Quels en ont été les effets ? Ce travail vous permettra de vous familiariser avec le processus de créations, de permanence et d'évolution des politiques économiques.

Ce travail sera divisé en trois parties :

- Un plan de travail remis le 20 mai pénalité de 5 % si non remis

Ce plan doit contenir : une problématique, une thèse et des hypothèses, un plan indicatif, les indicateurs utilisés, une ébauche de bibliographie (10 références minimum)

- Présentation du travail lors des séminaires (séances 14 à 15 : 12 et 17 juin) : 20 %

- Présentation de la problématique de recherche, des hypothèses
- Revue de littérature sur le sujet
- État d'avancée de la recherche : articulation des vos arguments autour des thèses principale
- Durée de 20 minutes, période de questions de 10 minutes

- Remise du travail (18 juin) : 30 %

Ce travail a trois objectifs :

- Vous faire travailler sur une politique économique canadienne ou québécoise
- Vous faire réaliser une revue de la littérature
- Stimuler une réflexion critique sur les enjeux la formulation et la mise en œuvre d'une politique économique

- Plan suggéré : 1) résumé exécutif; 2) introduction; 3) historique et contexte; 4) nature de la politique économique; 5) réforme(s), et fondements de celles-ci; 6) effets de la réforme; et 7) conclusion et recommandations (au moins deux)
- Taille : 25 pages environ (hors présentation/bibliographie)

Afin de réussir l'exercice, quelques recommandations :

- Tâchez de bien circonscrire votre sujet et votre problématique. Vous ne réinventerez pas la roue ni l'Internet, donc, soyez modeste et fixez-vous une question précise.
- Paramétrez les institutions, les acteurs, les enjeux et les indicateurs qui permettent de cibler votre question de recherche. Une thématique peut avoir des centaines de déclinaisons : essayer de cerner votre « terrain de recherche ».
- Choisissez une question de recherche pour laquelle vous disposez d'une littérature suffisante pour traiter de la question. Vérifiez l'abondance relative des sources avant de commencer sérieusement votre travail de recherche.
- Formez votre groupe de travail au plus vite. Vous devez mettre en place des règles de fonctionnement pour avancer au plus vite. Mettez-vous au travail au plus tôt, une session est vite passée.
- Soignez votre méthodologie : références bibliographiques, introduction et conclusion de qualité, mise en forme, utilisation de données statistiques, sont tous des éléments essentiels à maîtriser afin d'obtenir des résultats probants.

## **(2) Synthèse de lecture :**

**20 %**

- Date de remise mardi 27 mai 2014, 14h00 :

La fiche de synthèse portera sur une des approches théoriques présentées en cours, à partir des textes du recueil. Cette synthèse de 3 à 4 pages devra :

- (1) présenter la problématique et la thèse des auteurs (1/2 page; 3 points);
- (2) résumer les arguments (2 pages; 8 points);
- (3) présenter une synthèse critique retraçant les points communs et les différences entre auteurs (1 page; 5 points);
- (4) respecter des normes de présentations rigoureuses (bibliographie, nombre de pages, français, mise en page); ainsi que de présenter une argumentation structurée (le tout sur 4 points).

## **(3) examen final :**

**30 %**

- Date de l'examen en classe jeudi 10 juin, 14h00-17h00:
- l'examen final porte sur tout le cours
- les questions seront données le jour de l'examen, un choix sera possible pour certains blocs de questions.
- l'examen sera divisé en trois parties : questions relatives aux modèles théoriques (un sujet au choix sur 2 disponibles, 10 points); questions relatives à une politique économique appliquée au Canada ou au Québec (un sujet au choix sur 2 disponibles, 10 points), et mise en situation sur un problème de politique économique (un seul sujet, 10 points).
- examen à livre ouvert.

## Bibliographie générale

Les classiques des politiques publiques et de l'économie politique :

- Généreux Jacques (1999), *Introduction à la politique économique*, Éditions du Seuil, Paris 376 p.  
Greffé Xavier (1995), *Comprendre la politique économique*, Économica, Paris.  
Samuelson Alain (1985), *Les grands courants de la pensée économique : concepts de base et questions essentielles*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 343 p.  
Deleplace Ghislain (1999), *Histoire de la pensée économique : du «royaume agricole» de Quesnay au «monde à la Arrow-Debreu»*, Dunod, Paris, 523 p.  
Muller Pierre (2003), *Les politiques publiques*, Presses universitaires de France, Paris, 127 p.  
Bourgault Jacques, Demers Maurice, Williams Cynthia (1997), *Administration publique et management public*, Les Publications du Québec, Québec, 430 p.

Bibliographie sur les politiques publiques au Canada et au Québec :

- Alleyne Trevor, Coleridge Serge (1995), *Canada: economic developments and policies*, International Monetary Fund, Washington D.C., 138 p.  
Anderson Robert D., Khosla S. Dev (1995), *Competition policy as a dimension of economic policy: a comparative perspective*, Industry Canada, Ottawa, 107 p.  
Anderson, F. J. (1991), *Natural resources in Canada: economic theory & policy*, Nelson Canada, Scarborough, 292 p.  
André Blais (dir.) (1986), *Industrial policy*, University of Toronto Press, Toronto, 379 p.  
Beauséjour Michel, Brulotte Raymond (1997), *Analyse de l'économie du Québec*, Décarie Éditeur.  
Boadway Robin W., Hobson Paul A.R., (1998), *Equalization: its contribution to Canada's economic and fiscal progress*, John Deutsch Institute for the Study of Economic Policy, Kingston, 255 p.  
Brooks Stephen (2000), *Canadian democracy: an introduction*, Oxford University Press, Toronto, 401 p.  
Bryan Ingrid A. (1986), *Economic policies in Canada*, Butterworths, Toronto, 309 p.  
Bryan Ingrid A. (1994), *Canada in the new global economy : problems and policies*, John Wiley & Sons Canada, Etobicoke, 352 p.  
Burke Mike, Mooers Colin, Shields John (2000), *Restructuring and resistance : Canadian public policy in the age of global capitalism*, Fernwood, Halifax, 392 p.  
Calvert John (1984), *Government, limited : the corporate takeover of the public sector in Canada*, Canadian Centre for Policy Alternatives, Ottawa, 180 p.  
Campbell Robert M. (1987), *Grand illusions : the politics of the Keynesian experience in Canada : 1945-1975*, Broadview Press , Peterborough (Ont.), 270 p.  
Campbell Robert Malcolm (2004), *The real worlds of Canadian politics: cases in process and policy*, Broadview Press, Peterborough, 349 p.  
Chodos Robert, Murphy Rae, Hamovitch, Eric (1993), *Canada and the global economy*, J. Lorimer, Toronto, 188 p.  
Côté Denise et alii. (2003), *A comparison of twelve macroeconomic models of the Canadian economy*, Bank of Canada, Ottawa, 67 p.  
Daniels Ronald Joel (1998), *Institutions et croissance : les politiques-cadres en tant qu'instrument de compétitivité pour le Canada*, Industrie Canada, Ottawa, 50 p.  
Dehem, Roger (1988), *Canadian economics*, Dept. of the Secretary of State of Canada, Ottawa, 21 p.

Dobuzinskis Laurent, Howlett Michael, Laycock David (dir.) (1996), *Policy studies in Canada: the state of the art*, University of Toronto Press, Toronto, 442 p.

Doern G. Bruce (dir.) (1985), *The Politics of economic policy*, University of Toronto Press, Toronto, 306 p.

Doern G. Bruce, Maslov Gonick, Cy (1987), *The great economic debate: failed economics and a future for Canada*, J. Lorimer, Toronto, 425 p.

Hartle, Douglas Graham (1988), *The expenditure budget process of the government of Canada: a public choice-rent-seeking perspective*, Canadian Tax Foundation, Toronto, 316 p.

Hessing Melody, Howlett Michael, Summerville Tracy (2005), *Canadian natural resource and environmental policy : political economy and public policy*, UBC Press, Vancouver, 369 p.

Hoberg George (dir.) (2002), *La capacité de choisir : Le Canada dans une nouvelle Amérique du Nord*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 379 p.

Howlett Michael, Netherton Alex, Ramesh M. (1999), *The political economy of Canada: an introduction*, Oxford University Press, Don Mills, 384 p.

Institute of Public Administration of Canada (1993), *Case program in Canadian public administration: cases and simulations in Canadian public policy and management*, The Institute Public Administration of Canada, Toronto.

Inwood, Gregory J. (2003), *Understanding Canadian public administration: an introduction to theory and practice*, Prentice Hall Canada, Toronto, 445 p.

Joseph Thomas W. (2001), *Essentials of Canadian politics and government*, Prentice Hall, Toronto, 349 p.

Kneebone Ronald D., McKenzie Kenneth (1999), *Past (in) discretions: Canadian federal and provincial fiscal policy*, University of Toronto Centre for Public Management, Toronto, 120 p.

Landes Ronald G (2002), *The Canadian polity: a comparative introduction*, Prentice-Hall Canada, Toronto, 496 p.

Laux Jeanne Kirk, Appel Molot Maureen (1988), *State capitalism: public enterprise in Canada*, Cornell University Press, Ithaca.

Malcolmson Patrick, Myers Richard (2002), *The Canadian regime: an introduction to parliamentary government in Canada*, Broadview Press, Peterborough

McKenna, Paul F. (2004), *Canadian government and administration: a policing perspective*, Pearson/Prentice Hall, Toronto, 242 p.

Ministère des finances (2000), *Making Canada's economy more innovative*, Department of finance Canada , Ottawa , 23 p.

Nicol, Heather N. (2000), *Perspectives on the borderless world issues for Canada*, Canadian Centre for Foreign Policy Development, Ottawa , 15 p.

Norrie, K. H. (2002), *A history of the Canadian economy*, Nelson Thomson Learning, Scarborough, 439 p.

Parkin Michael, Gray David M. (2003), *Economics : Canada in the global environment*, AddisonWesley, Don Mills, 1343 p.

Pomfret, R. (1993), *The Economic Development of Canada*, Nelson, Toronto.

Purvis Douglas D. (dir.) (1984), *Economic adjustment and public policy in Canada*, John Deutsch Memorial for the Study of Economic Policy, Kingston, 261 p.

Rabbior Gary (1994), *L'économie canadienne : son orientation, son avenir*, Fondation canadienne d'éducation économique, Toronto, 47 p.

Reuber Grant Louis (1980), *Canada's political economy*, McGraw-Hill, Toronto, 1980, 308 p.

Richard Simeon (dir.) (1985), *Division of powers and public policy*, University of Toronto Press, Toronto, 206 p.

Sargent John (dir.) (1985), *Fiscal and monetary policy*, University of Toronto Press, Toronto, 339 p.



Thomas David (1993), *Canada and the United States : differences that count*, Broadview Press, Peterborough, 424 p.

Thompson Fred, Stanbury W. T. (1979), *The political economy of interest groups in the legislative process in Canada*, Institute for Research on Public Policy, Montreal, 53 p.

Thornton Robert James, Hyclak Thomas, Aronson Jay Richard (dir.)(1988), *Canada at the crossroads : essays on Canadian political economy*, JAI Press, Greenwich, 177 p.

Tremblay Diane-Gabrielle, Van Schendel Vincent (2003), *Économie du Québec et de ses régions*, Éditions Saint-Martin.

Veldhuis Niels (2003), *Canadian government debt 2003 : a guide to the indebtedness of Canada and the provinces*, Fraser Institute, Vancouver, 63 p.

Wilton, David A., Prescott, David Martin (1987), *Macroeconomics : theory and policy in Canada*, Addison-Wesley, Don Mills (Ont.), 559 p.

Winseck Dwayne Roy (1998), *Reconvergence : a political economy of telecommunications in Canada*, Cresskill Hampton Press, Cresskill, 379 p.

Sites Internet des institutions :

- Banque du Canada : <http://www.banqueducanada.ca>
- Institut de la statistique du Québec : <http://www.stat.gouv.qc.ca/>
- Statistiques Canada : <http://estat.statcan.ca/>
- Finances Québec : <http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/index.asp>  
<http://www.tresor.gouv.qc.ca/>
- Finances Canada : <http://www.fin.gc.ca/fin-fra.asp>  
<http://www.tbs-sct.gc.ca/tbs-sct/index-fra.asp>

Sites Internet des groupes de recherches :

- Institut pour la recherche en politique publiques : <http://www.irpp.org/>
- Institute on Governance: <http://www.iog.ca/>
- Public Policy Forum : <http://www.ppforum.com/>
- Canadian Association of Programs in Public Administration (CAPPA) : <http://www.cappa.ca/>
- Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques : <http://www.usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fr/accueil/>

Sites Internet des Think tanks :

- Fraser institute : <http://www.fraserinstitute.ca/>
- Institut économique de montréal : <http://www.iedm.org/main/main.php>
- Institut de recherche en économie contemporaine : <http://www.irec.net/>
- Canadian center for policy alternative : <http://www.policyalternatives.ca/>
- Économie autrement : <http://www.economieautrement.org/>
- Institut de recherche et d'informations socioéconomique : <http://www.iris-recherche.qc.ca/>
- le débat québécois sur les finances publiques : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/finances\\_publices\\_qc.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/finances_publices_qc.html)

## LE CENTRE PAULO FREIRE

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles, sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Pour connaître leurs heures d'ouverture, veuillez composer le 514 987-3000, poste 2544.

## PLAGIAT

*Règlement no. 18 sur les infractions de nature académique*

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constitue une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no. 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : [www.integrite.uqam.ca](http://www.integrite.uqam.ca)

## ENTENTE D'ÉVALUATION

### 6.9 Entente d'évaluation

#### 6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Une entente [démocratique] doit intervenir entre [l'enseignantE] et les [étudiantEs inscritEs] à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

#### 6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition.
- b) Si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape.

#### 6.9.3 Procédure

Cette entente [démocratique] doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent [l'enseignantE] et la majorité des [étudiantEs présentEs] doit être signée par [l'enseignantE] et par deux [étudiantEs] du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.